

Les crédits

pour combler leurs budgets. Vous avez des gens qui souffrent, qui ont besoin d'un pontage cardiaque, qui sont obligés d'attendre une année et il y en a qui décèdent avant d'être admis dans les hôpitaux, parce qu'il manque des sommes d'argent.

Dans son projet de loi C-96, le gouvernement avait coupé 133 millions de dollars à Terre-Neuve, 29 millions à l'Île-du-Prince-Édouard, 201 millions en Nouvelle-Écosse, 162 millions au Nouveau-Brunswick, 1 milliard, 479 millions au Québec, 2 milliards, 81 millions en Ontario, 242 millions au Manitoba, 236 millions en Saskatchewan, 549 millions en Alberta, et 663 millions en Colombie-Britannique. Mais non seulement ce ministre sans coeur des Finances—on ne pourra jamais trouver le coeur pour lui faire un pontage, à celui-là—non seulement le ministre inhumain n'a pas pensé qu'il y avait un problème dans le domaine de la santé, un problème dans le domaine de l'hospitalisation, mais encore une fois, dans son Budget, il a décidé de désindexer de 1 p. 100 la contribution au fédéral au niveau du service de la santé.

Vous avez, dans les crédits du ministre du Conseil du Trésor, une réduction pour le budget de 1989-1990, en comparaison avec 1988-1989, de 160 millions du financement avec les hôpitaux et les services de la santé.

Il y a non seulement les ministres de la Santé et les ministres des Finances des gouvernements provinciaux, tant conservateurs que libéraux, mais dernièrement, vous avez le sénateur, le docteur Paul David, qui est un sénateur conservateur, qui est un éminent chirurgien en cardiologie, qui est le fondateur de l'Institut de cardiologie de Montréal, qui sait de quoi il parle, car il n'est pas *broker sur la Bay Street*, il sait de quoi il parle, et il a déjà fait et annoncé, suite à ses déclarations, dans son discours, suite à une enquête qui a été effectuée, que si les salles d'urgence sont engorgées, s'il y a de longues listes d'attente partout à travers le pays, s'il y a des malades qui attendent pour se faire soigner,—il n'y a pas de place—si les équipements sont désuets dans les hôpitaux, s'il y a des gens dans certains coins du pays qui n'ont pas les mêmes avantages que dans d'autres, parce qu'ils n'ont pas les appareils, l'équipement nécessaire pour sauver les gens, guérir les gens, ou les guérir pour le moins de souffrance possible, c'est à cause du manque d'argent.

Le sénateur David n'est pas un «politicailler». C'est un spécialiste reconnu en la matière.

• (1310)

Et puis, encore une fois, le ministre des Finances (M. Wilson) et le premier ministre (M. Mulroney) sont insensibles à tous ces aspects-là. C'est la même chose qu'en 1985 où ce gouvernement avait décidé de mettre une taxe sur tous les médicaments, même les médicaments de ceux qui souffrent de diabète, qui sont obligés de s'injec-

ter à tous les jours avec une seringue pour survivre. Pour le gouvernement conservateur, pour le même ministre des Finances, pour lui, ce n'était pas grave taxer cela. Ce n'était pas grave taxer les médicaments pour la survie des malades cardio-vasculaires, des gens qui souffraient de maladies respiratoires. Pour les députés conservateurs, ce n'était pas grave cet aspect-là. Après trois semaines de lutte avec ma collègue d'Hamilton, le ministre des Finances a été obligé d'admettre qu'il s'était trompé. C'était inhumain ce qu'il avait fait. Il a été obligé de reculer, de retirer sa taxe sur tous les médicaments pour les gens qui souffraient de diabète, de maladies cardio-vasculaires, de maladies respiratoires.

Monsieur le Président, il est encore temps. Le ministre des Finances devra admettre que le plus scandaleux dans son Budget, c'est de s'attaquer aux malades. Et aujourd'hui, je suis placé pour en parler, parce que je ne connaissais pas cela, la maladie, avant. Je sais ce que c'est que d'aller à l'hôpital et de voir des gens dans un corridor. Je sais ce que c'est quand tu as besoin d'un traitement pour ta survie, puis qu'il n'y a pas si longtemps tu avais les deux pieds dans la tombe et que l'hôpital te dit: Cette semaine, on ne pourra pas vous rentrer. Cela va peut-être attendre à l'autre semaine. On est obligé de fermer 88 lits.

Je ne sais pas ce que cela vous fait à vous, mais le ministre des Transports (M. Bouchard) a connu les mêmes choses que moi. Lui aussi, il a su ce que c'était. Il y a des gens qui pourraient être guéris sans la moindre souffrance à cause des nouvelles découvertes, mais à cause de l'argent, à cause du fait que le gouvernement conservateur préfère épargner notre système bancaire, préfère ne pas taxer les banques, préfère ne pas hausser la part que les entreprises doivent payer en impôt, il préfère sacrifier la santé des gens.

Et quand je vois le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Beatty) nous dire que les programmes sociaux, la population va continuer à les défendre si elle n'en reçoit pas. . . Je peux dire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qu'il n'est pas souvent sur le terrain, qu'il ne se tient pas dans les milieux défavorisés. Vous avez juste à remarquer au Québec, dans le dossier des coupures que le gouvernement a faites au niveau des assistés sociaux.

Vous n'avez pas entendu l'ancien maire d'Anjou défendre les assistés sociaux, parce que cela, ils n'en reçoivent pas, puis ce n'est pas grave eux, c'est une race à part. A cause des préjugés, des mauvais préjugés à l'endroit de la population, vous prenez des chômeurs. . . à l'endroit des assistés sociaux, c'est vrai que dans ce système-là, il y a des mauvais citoyens comme les riches qui fraudent l'impôt, mais il ne sont pas pires que les autres.